

DIRE



DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES
ET EUROPÉENNES

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

LE PREFET DE LA LOIRE

Affaire suivie par : Suzanne LAFAY
E-mail : Suzanne.lafay@loire.pref.gouv.fr
Tél : 04.77.48.48.93
Fax : 04.77.48.47.52.
☒ : RS

- VU** le Code de l'Environnement et notamment :
 - le titre 1er du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement),
 - le titre 1er du livre II relatif à la loi sur l'eau ;
- VU** le Code Minier ;
- VU** les articles L.521-1 du code du patrimoine, relatifs à l'archéologie préventive ;
- VU** la loi n° 93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières, codifiée pour partie ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières –modifié par l'arrêté ministériel du 24 janvier 2001- ;
- VU** l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévues à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 11 décembre 1974 autorisant Monsieur Claude REYNAUD à poursuivre l'exploitation d'une carrière de sables et graviers d'alluvions sur le territoire de la commune de CIVENS et notamment les parcelles cadastrées section E n° 89, 226, 227, 228 et 230 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 23 décembre 1993 autorisant la SA THOMAS à exploiter ces parcelles en lieu et place de Monsieur Claude REYNAUD ;
- VU** la demande en date du 21 février 2005, complétée le 22 novembre 2005, par laquelle Monsieur Laurent THOMAS, directeur général de la SA THOMAS, sollicite l'autorisation d'exploiter (renouvellement et extension) une carrière de sable et graviers d'alluvions sur le territoire de la commune de CIVENS, lieu-dit «Le Camp», section E, concernant 10 parcelles (6 renouvellement et 4 extension) et sur le territoire de la commune de CLEPPE, section A concernant 3 parcelles, d'une superficie totale de 11 ha 72 a 44 ca ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 14 avril 2005 portant mise à l'enquête publique du 9 mai au 9 juin 2005 inclus de la demande susvisée ;

.../...

- VU** les plans, renseignements, engagements joints à la demande susvisée, et notamment l'étude d'impact ;
- VU** les avis et observations exprimés au cours de l'enquête réglementaire ;
- VU** l'avis du commissaire enquêteur ;
- VU** les compléments de dossier, dont le document d'incidence, fournis le 22 novembre 2005 ;
- VU** le rapport de Monsieur le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Rhône Alpes en date du 26 mai 2006 ;
- VU** l'avis de la commission départementale des carrières en date du 30 juin 2006 ;
- VU** le schéma départemental des carrières approuvé le 22 novembre 2005 ;

Considérant que le projet est situé hors de l'espace de mobilité du fleuve LOIRE et qu'il n'est pas susceptible d'affecter de façon notable les sites NATURA 2000 ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de la carrière eu égard aux intérêts mentionnés à l'article L.512-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT l'accord donné par l'exploitant le 26 juillet 2006 au projet d'arrêté transmis le 25 juillet 2006 ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la LOIRE,

A R R E T E

TITRE I - DONNÉES GÉNÉRALES À L'AUTORISATION

Article 1 : Autorisation

La SA THOMAS dont le siège social est situé « Aux Vincents » 42210 MONTROND LES BAINS, est autorisée, sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter (renouvellement et extension) une activité "d'exploitation de carrières", sur le territoire des communes de CIVENS et CLEPPE au lieu dit «Le Camp» pour une superficie de 11 ha 72 a 44 ca, dans les limites définies sur le plan joint au présent arrêté.

NATURE DE L'ACTIVITE	VOLUME DE L'ACTIVITE	RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE	A ou D
Exploitation de carrière Renouvellement et extension Sable et graviers d'alluvions	Superficie totale sollicitée : 117 244m ² (Rnvlmt : 12 778 m ² - Ext : 104 466 m ²) Rythme moyen d'exploitation 80 000 t/an Rythme maximum d'exploitation 100 000 t/an	2510.1	A

L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de la demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Le présent arrêté vaut autorisation au titre de la loi sur l'eau.

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu. La mise en application, à leur date d'effet, de ces prescriptions entraîne l'abrogation de toutes les dispositions contraires ou identiques qui ont le même objet.

Article 2 : Caractéristiques de l'autorisation

Les parcelles concernées sont les suivantes :

- **Renouvellement**

SECTION	N° DE PARCELLE	SUPERFICIE	OCCUPATION DU SOL
E	89 (commune de CIVENS)	7 350 m ²	Carrière
E	225 (commune de CIVENS)	44 m ²	Carrière
E	226 (commune de CIVENS)	3 626 m ²	Carrière
E	227 (commune de CIVENS)	53 m ²	Carrière
E	228 (commune de CIVENS)	226 m ²	Carrière
E	230 (commune de CIVENS)	1 479 m ²	Carrière
Total renouvellement		12 778 m²	

- **Extension**

SECTION	N° DE PARCELLE	SUPERFICIE	OCCUPATION DU SOL
E	272 (commune de CIVENS)	24 175 m ²	Cultures -chemin
E	288 (commune de CIVENS)	10 220 m ²	Cultures
E	290 (commune de CIVENS)	11 526 m ²	Cultures
E	291 (commune de CIVENS)	33 590 m ²	Cultures
A	34 (commune de CLEPPE)	6 470 m ²	Cultures
A	35 (commune de CLEPPE)	9 375 m ²	Cultures
A	402 (commune de CLEPPE)	9 110 m ²	Cultures
Total extension		104 466 m²	
Total général (renouvellement et extension).			117 244 m²

L'autorisation est accordée pour une durée de 10 ans à compter de la notification du présent arrêté remise en état incluse.

Elle est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire.

La carrière doit être implantée, exploitée et remise en état conformément aux plans et données contenus dans le dossier de la demande en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

La présente autorisation vaut pour une exploitation de sables et graviers d'alluvions devant conduire en fin d'exploitation à la création d'un espace à vocation écologique constitué par deux secteurs en eau avec des zones de hauts fonds, des zones de marais et des talus en pente douce avec un fossé en pied de talus.

La hauteur de la découverte est de 0,5 m environ,
 La hauteur de banc exploitable est de 3,5 m,
 La cote (NGF) limite en profondeur est de 321 m,
 Les réserves estimées exploitables sont de 700 000 tonnes environ, la production maximale annuelle autorisée de 100 000 tonnes.

TITRE II - RÉGLEMENTATIONS GÉNÉRALES ET DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Article 3 : Réglementation générale et police des carrières

3.1 : Réglementation générale

L'arrêté ministériel du 22 Septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières est applicable à cette exploitation.

3.2 : Police des carrières

L'exploitant est également tenu de respecter les dispositions prescrites par :

- .les articles 87, 90, et 107 du code minier
- .le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du code minier.
- .le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives (RGIE).

Article 4 : Directeur technique - Consignes - Prévention - Formation

Le titulaire de l'autorisation d'exploiter doit déclarer au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement :

- le nom de la personne physique chargée de la **direction technique des travaux**.
- **les entreprises extérieures** éventuellement chargées de travaux et de tout ou partie de l'exploitation.

Il rédige par ailleurs le document de sécurité et de santé (**DSS**), les consignes, fixe les règles d'exploitation, d'hygiène et de sécurité. Il élabore les dossiers de prescriptions visés par les textes.

Il porte le **document de sécurité et de santé**, les **consignes** et **dossiers de prescriptions** à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être et des **entreprises extérieures** visées ci-dessus, les tient à jour, et réalise une analyse annuelle portant sur leur adéquation et sur leur bonne application par le personnel.

Une formation à l'embauche et une formation annuelle adaptées seront assurées à l'ensemble du personnel.

Le bilan annuel des actions menées dans les domaines de la sécurité et de la protection de l'environnement, la liste des participants à ces actions et formations est tenu à la disposition de la DRIRE.

Article 5 : Clôtures et barrières

Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction.

L'entrée de la carrière sera matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.

Article 6 : Dispositions préliminaires

6.1 - Information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

6.2 - Bornage

Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,
- le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. La visualisation de ce périmètre sera réalisée par la clôture prévue à l'article 5 ci-avant.

Une copie du plan de bornage sera adressée, dès son établissement, à l'inspecteur des installations classées.

6.3 - Accès des carrières

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique et conformément au dossier de demande.

L'accès à la carrière est contrôlé durant les heures d'activité.

6.4 - Dispositions particulières

6.4.1. - Avant le début de l'exploitation l'exploitant mettra en place **trois piézomètres placés respectivement en amont et en aval hydraulique du site** (à l'angle Sud Est et à l'angle Nord Est des terrains objet de la présente autorisation), **le troisième piézomètre sera placé en bordure Est de la parcelle E 290** ; dès leurs réalisation, un premier contrôle du niveau piézométrique sera effectué, complété par un contrôle des principales caractéristiques physico-chimiques de l'eau de la nappe (pH, demande chimique en oxygène (DCO) et hydrocarbures totaux).

Les résultats de cette campagne seront transmis dès réception à l'inspection des installations classées.

6.4.2. - **Dès le début d'exploitation**, l'exploitant effectuera le remblaiement complet du plan d'eau au droit de ses installations. Ce remblaiement, comme pour la remise en état, sera effectué avec des remblais inertes de bonne qualité. Dès le début des travaux **un tapis d'enrochement** sera mis en place sur la surverse en aval du secteur remblayé ; il devra être achevé **dans la première année d'exploitation**.

La zone remblayée aura une largeur d'au moins 200 m (dans la parcelle E 179) à compter de la limite Sud de la parcelle E 89. **Ces travaux de remblaiement devront être achevés avant le 31 décembre 2009.**

6.5 - Déclaration de début d'exploitation

Après avoir accompli préalablement, s'il y a lieu, les prescriptions en matière d'archéologie préventive et avant de débiter les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit procéder à la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 23-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Cette déclaration est accompagnée du document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans l'annexe jointe au présent arrêté.

Préalablement à cette déclaration l'exploitant devra avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 4, 5, 6.1 à 6.4 (6.4.1) et 16.

TITRE III - EXPLOITATION

Article 7 : Dispositions particulières d'exploitation

7.1 - Décapage des terrains

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Il est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

7.2 - Patrimoine archéologique

Rappel : un diagnostic archéologique a été prescrit par arrêté du 17 juin 2005 de Monsieur le Préfet de la région Rhône Alpes.

Conformément à la loi du 27 septembre 1941 modifiée portant réglementation des fouilles archéologiques, toute découverte de vestiges archéologiques sera signalée sans délai à la mairie et à la direction régionale des affaires culturelles, avec copie à l'inspection des installations classées

7.3 - Epaisseur d'extraction

L'extraction sera limitée en profondeur à la cote du substratum qui ne sera en aucun cas affecté par les travaux.

7.4 - Extraction en nappe alluviale

Les extractions en nappe alluviale dans le lit majeur ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles.

Le pompage de la nappe pour le décapage, l'exploitation ou la remise en état est interdit

7.5 - Conduite de l'exploitation

L'exploitation sera conduite suivant la méthode et le phasage définis dans la demande, à savoir extraction du Sud au Nord pour les deux phases.

Les plans utiles relatifs à la description du phasage de l'exploitation sont joints au présent arrêté.

7.6 - Distances limites et zones de protection

L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger est signalé par des pancartes.

Le bord de l'excavation est maintenu à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres. En tout état de cause le niveau bas de l'exploitation sera arrêté de telle façon que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

L'exploitant doit prendre toutes dispositions d'usage pour les travaux au voisinage des lignes électriques et des canalisations enterrées.

Dispositions particulières :

La limite d'exploitation sera tenue à 70 m de la crête des berges de la LOIRE : disposition applicable aux niveaux des parcelles A 35 et A 402 de la commune de CLEPPE. Dans cette zone, la berge du plan d'eau devra être établie avec des matériaux inertes et non argileux avec une pente n'excédant pas 2,5/1.

7.8 : Registres et plans

Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre,
- les bords de la fouille,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Sur ce plan sera inscrite la surface restant à exploiter.

Dans la première semaine du mois de janvier, et chaque année, ce plan, certifié et signé par l'exploitant, sera adressé au directeur régional de l'industrie et de la recherche et de l'environnement Rhône Alpes.

7.9 - Suivi de l'exploitation et du réaménagement

Au moins une fois par an, en liaison avec les municipalités de CIVENS et CLEPPE, l'exploitant organisera une réunion ayant pour objet le suivi de l'exploitation et de la remise en état. A cette occasion il communiquera les résultats des contrôles et mesures effectués dans le cadre du présent arrêté.

Il tiendra, en tant que de besoin, informée l'administration des remarques formulées par les participants à cette réunion convoquée à son initiative.

TITRE IV - REMISE EN ETAT

Article 8 :

L'objectif final de la remise en état vise à créer un espace à vocation écologique constitué par :

- Deux secteurs en eau avec des zones de hauts fonds,
- Des zones de marais,
- Des talus en pente douce avec un fossé en pied de talus.

En dehors des modalités particulières définies dans l'annexe relative aux garanties financières, la remise en état sera conduite suivant la méthode et le phasage définis dans la demande:

Le schéma d'exploitation et de remise en état est annexé au présent arrêté.

Dispositions particulières :

L'exploitant est tenu de fournir sous deux mois un plan de réaménagement plus précis reportant les engagements décrits par le carrier dans l'étude paysagère et dans le chapitre IV de l'étude d'impact : ce plan, transmis préalablement à la DIREN et à la DRIRE, sera annexé à l'arrêté préfectoral.

8.1 - Cessation d'activité définitive

Lors de la mise à l'arrêt définitif de l'exploitation et au plus tard 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation, l'exploitant notifie au préfet la cessation d'activité, conformément aux articles 34.1 et 34.3 du décret du 21 septembre 1977 modifié.

Cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site, notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site,
- les interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement,

et est accompagnée des pièces suivantes :

- le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation accompagné de photographies,
- un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, et devra comprendre notamment :
 - *les mesures de maîtrise des risques liés aux sols, éventuellement nécessaires ;*
 - *les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;*
 - *en cas de besoin, la surveillance à exercer ;*
 - *les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées le cas échéant des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.*

8.2 - Remblayage :

Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition, ...). Ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls **matériaux inertes**.

Le **déchargement direct des camions en fond de fouille est interdit**. Les matériaux seront bennés sur une plate-forme pour permettre un examen visuel et un tri des éléments indésirables, puis poussés par un boueur. Une benne de récupération des refus sera mise en place...

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

Pour les carrières en eau le remblaiement doit être réalisé uniquement avec des matériaux d'origine naturelle (matériaux de découverte, et remblais d'origine extérieure), les matériaux de démolitions étant à proscrire. Les matériaux devront être relativement perméables et à granulométrie adaptée pour permettre une relative restauration des conditions d'écoulement de la nappe, éviter les phénomènes de colmatage et ne pas modifier l'effet hydraulique des sols.

La terre végétale sera traitée à part, pour la reconstitution du sol.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

TITRE V - PRÉVENTION DES POLLUTIONS

Article 9 : Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

Article 10 : Pollution des eaux

10.1 - Prévention des pollutions accidentelles

I - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permet la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

II - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

III - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

10.2 - Rejets d'eau dans le milieu naturel

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5,
- la température est inférieure à 30° C,
- les matières en suspensions totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105),
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101),
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

S'il y a lieu, les eaux vannes des sanitaires et des lavabos seront traitées en conformité avec les règles sanitaires en vigueur.

10.3 - Surveillance de la nappe

Les piézomètres mis en place feront l'objet de tournées synchrones périodiques pour déterminer l'éventuelle évolution de l'ensemble du système aquifère.

Les relevés piézométriques seront réalisés tous les semestres. On relèvera simultanément le niveau de l'eau dans le plan d'eau (ou les plans d'eau).

Les analyses de contrôle des eaux de la nappe seront réalisés sur les piézomètres et dans le plan d'eau : la périodicité des contrôles sera annuelle et ils s'arrêteront 6 mois après l'arrêt de l'exploitation.

Chaque analyse comprendra la mesure du pH, de la DCO, de la DBO5 et de la teneur en hydrocarbures totaux.

Une synthèse des résultats de ces contrôles sera établie et communiquée annuellement à l'inspecteur des installations classées et tenu à la disposition du maire de la commune.

Article 11 : Pollution de l'air

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

En tant que de besoin les pistes et voies de circulation empruntées par les véhicules et engins seront arrosées.

Article 12 : Incendie et explosion

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Article 13 : Déchets

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

Article 14 : Bruits et vibrations

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

14.1 - Bruits

Les émissions sonores ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées, et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse ...) de ces mêmes locaux, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

<i>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée</i>	<i>Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</i>	<i>Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</i>
<i>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</i>	<i>6 dB (A)</i>	<i>4 dB (A)</i>
<i>Supérieur à 45 dB (A)</i>	<i>5 dB (A)</i>	<i>3 dB (A)</i>

De plus, le niveau de bruit en limite de copropriété de l'exploitation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation après le 22.10.89 doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95-79 du 23 janvier 1995.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

14.2 - Vibrations

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

14.3 - Contrôles

L'exploitant fera réaliser un contrôle de la situation acoustique dès la mise en exploitation de la carrière (dans les 2 mois suivant la publication de la déclaration de début de travaux). Les points de mesures (au moins 3) seront ceux où ont été réalisées les mesures figurant dans le dossier de demande.

Ces contrôles seront renouvelés régulièrement (au moins une campagne trisannuelle) ainsi qu'en cas de plaintes du voisinage. Dans ce dernier cas, les mesures seront confiées à un organisme indépendant.

Les résultats des contrôles seront transmis à l'inspecteur des installations classées ainsi qu'aux maires des communes.

Tous les contrôles sont à la charge de l'exploitant.

Article 15 : Transport des matériaux

L'exploitant participera à l'aménagement et à l'entretien des voiries communales et départementales empruntées par ses véhicules entre la carrière et les installations de traitement de matériaux.

Des consignes strictes seront données aux conducteurs des véhicules relatives aux conditions de chargement et au respect des limitations de vitesse.

Des panneaux de signalisation appropriés seront mis en place en concertation avec la collectivité.

TITRE VII - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 16 : Garanties financières

Avant de débiter les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit fournir le document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans l'annexe jointe, et simultanément à la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 6.5 du présent arrêté.

Article 17 : Modification

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 18 : Accident ou incident

Indépendamment de la déclaration d'accident prévue par les dispositions de police visées à l'article 3.2 ci-dessus, tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement être signalé immédiatement à l'inspecteur des installations classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire, indépendamment des dispositions de police prévues par le R.G.I.E..

Article 19 : Contrôles et analyses

L'inspecteur des installations classées pourra demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions seront supportés par l'exploitant.

Il pourra demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des émissions, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

Article 20 : Enregistrements, rapports de contrôle et registres

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés respectivement durant un an, deux ans, et cinq ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

Article 21 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de LYON :

- Pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où la présente a été notifiée.

- Pour les tiers, le délai de recours est de six mois. Ce délai commence à courir le jour de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation mentionnée à l'article 6.5 ci-dessus.

Article 22 : Publication

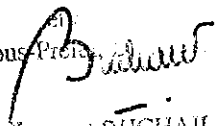
Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affichée à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la préfecture (3^{ème} direction / Bureau de l'environnement) le texte des prescriptions; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins des maires de CIVENS et CLEPPE.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

Article 23 : Exécution

Madame le Sous-Préfet de MONTBRISON, Messieurs les maires de CIVENS et CLEPPE et Monsieur le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Etienne, le 27 JUL. 2006

Pour le Préfet
Le Sous-Préfet

Laurent BUCHAILLAT

27 JUL 2006

Pour le Préfet
et par délégation
L'Attachée de Préfecture

B. PRGAT

ANNEXE relative aux GARANTIES FINANCIÈRES

1 - Périodicité et montant

La durée de l'autorisation est divisée en période quinquennale. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties permettant d'assurer la remise en état de la carrière, à chacun des termes des périodes quinquennales est :

- au terme de cinq ans de (2011) 48 780 euros
- au terme de dix ans (fin d'exploitation) 56 425 euros

2 - Acte de cautionnement

L'acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle annexé à l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996 et porte sur une durée minimum de 5 ans. Cette durée peut être exceptionnellement réduite pour la dernière phase (en rapport avec l'échéance d'autorisation).

3 - Aménagement préliminaires et notification de la constitution des garanties financières

L'exploitant doit avant le début de l'extraction avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 4, 5, 6.1 à 6.4 du présent arrêté. Dès que ces aménagements ont été réalisés, l'exploitant adresse au préfet une déclaration de début d'exploitation et l'acte de cautionnement solidaire établissant la constitution des garanties financières selon le modèle défini à l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996.

4 - Renouvellement des garanties financières

L'exploitant adresse au Préfet et à la DRIRE le document établissant le renouvellement des garanties financières en notifiant la situation de l'exploitation et l'achèvement de la fin de réaménagement de la dernière phase d'exploitation 6 mois au moins avant le terme de chaque échéance.

5 - Modalités d'actualisation du montant des garanties financières :

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

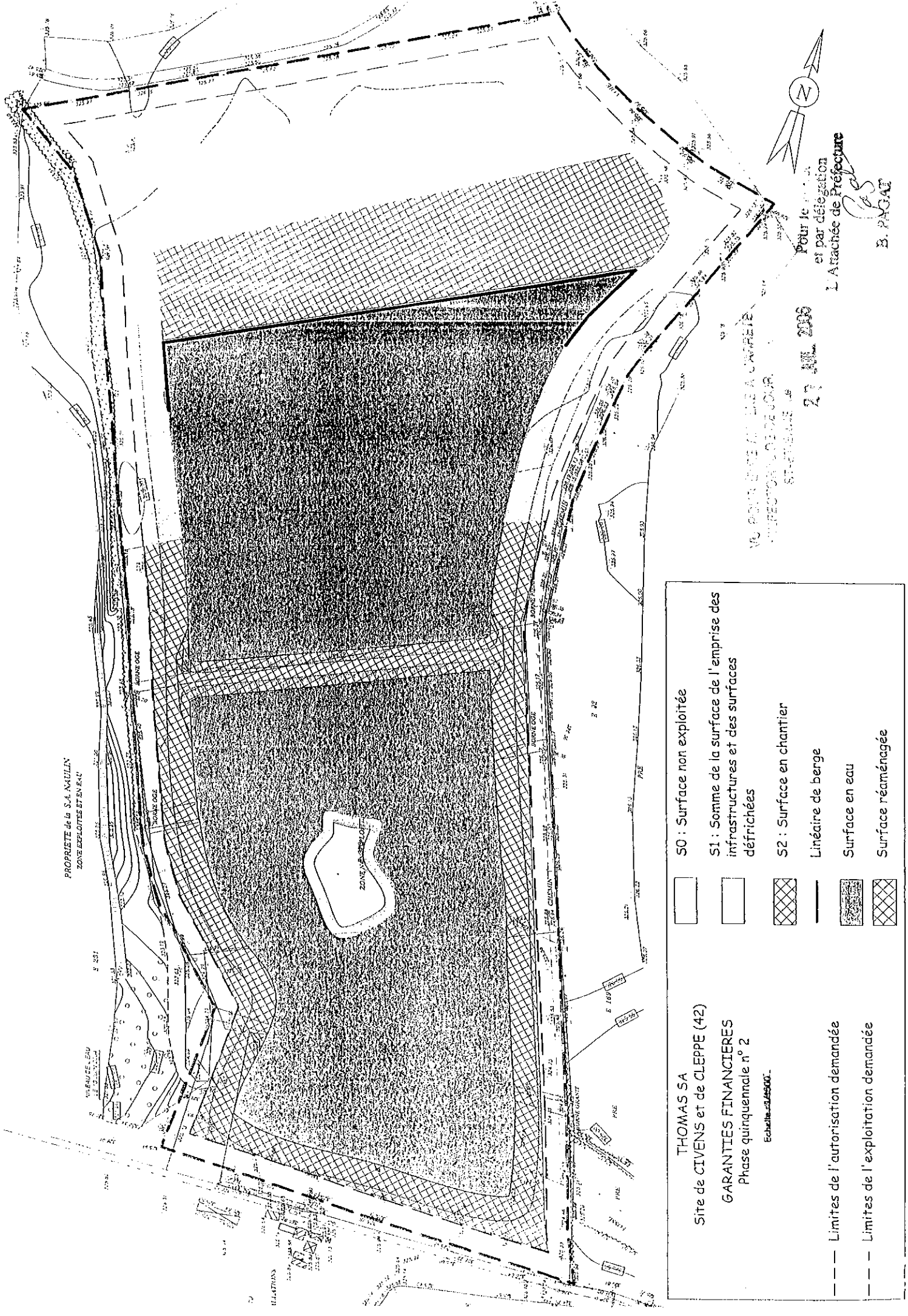
Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. A compter du premier renouvellement des garanties financières, le montant des garanties financières à provisionner l'année n (C_n) et devant figurer dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières est obtenu par la formule suivante :

$$C_n = C_R \times (\text{Index}_n / \text{Index}_R) \times [(1 + \text{TVA}_n) / (1 + \text{TVA}_R)]$$

Avec :

C_R : montant de référence des garanties financières.



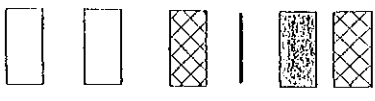
PROPRIETE de la S.A. MAULIN
ZONE EXPLOITEE ET EN EAUX

MAULIN SA
SIRET 200 000 000 000 000 000
27 JUIN 2006
L'Attachée de Préfecture

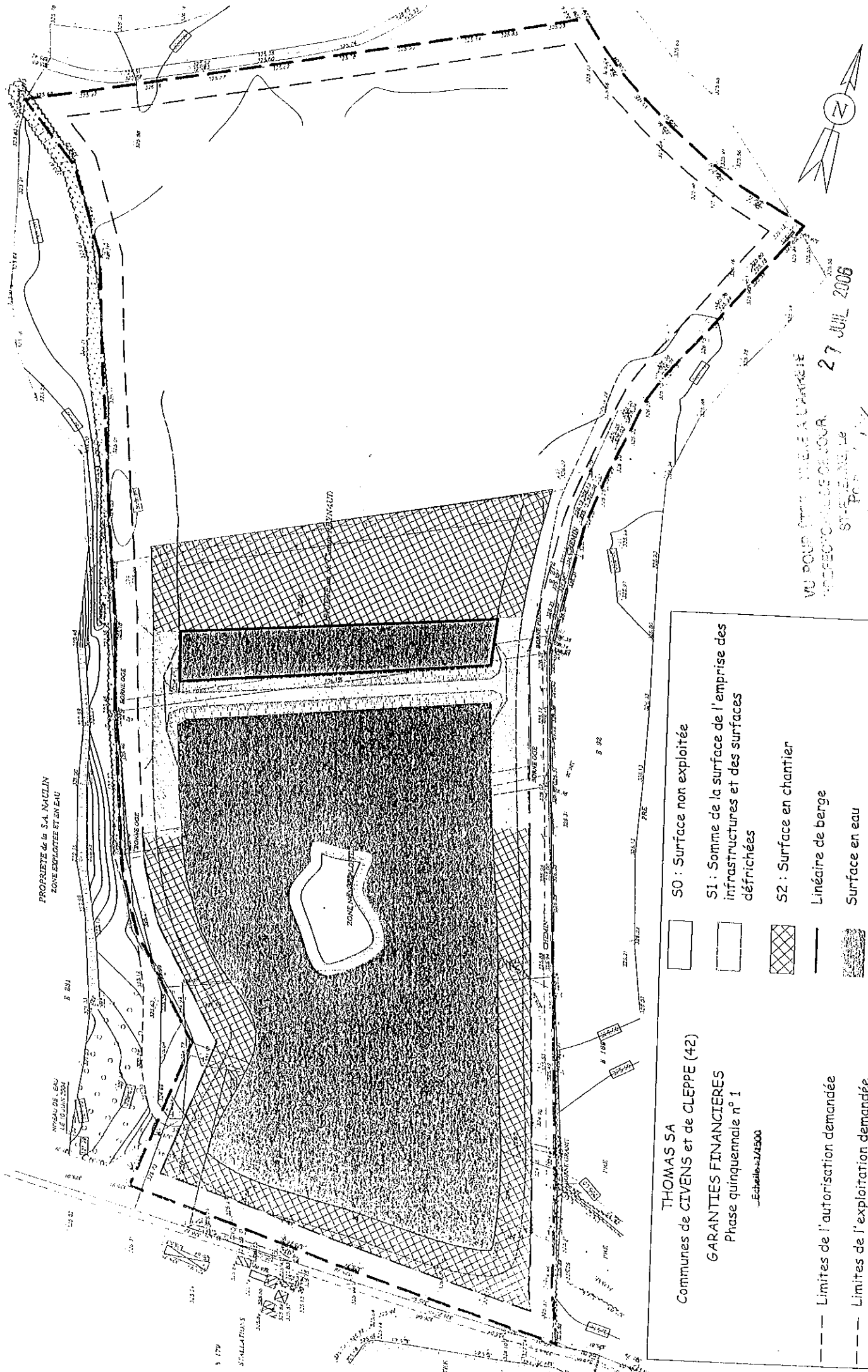
B. PAGAT

THOMAS SA
Site de CIVENS et de CLEPPE (42)
GARANTIES FINANCIERES
Phase quinquennale n° 2
Echelle: 1/4000

- S0 : Surface non exploitée
- S1 : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures et des surfaces défrichées
- S2 : Surface en chantier
- Linéaire de berge
- Surface en eau
- Surface réaménagée



- Limites de l'autorisation demandée
- Limites de l'exploitation demandée











VU POUR ÊTRE DÉPOSÉ À L'ARRÊTÉ
 L'ARRÊTÉ DE M. LE PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS
 LE 27 JUIL 2006
 B. PAGAI

PROPRIÉTÉ de S.A. MAULIN
 ZONE EXPLOITÉE ET EN EAU

THOMAS SA
 Communes de CIVENS et de CLEPPE (42)

GARANTIES FINANCIÈRES
 Phase quinquennale n° 1

Échelle: 1/1500

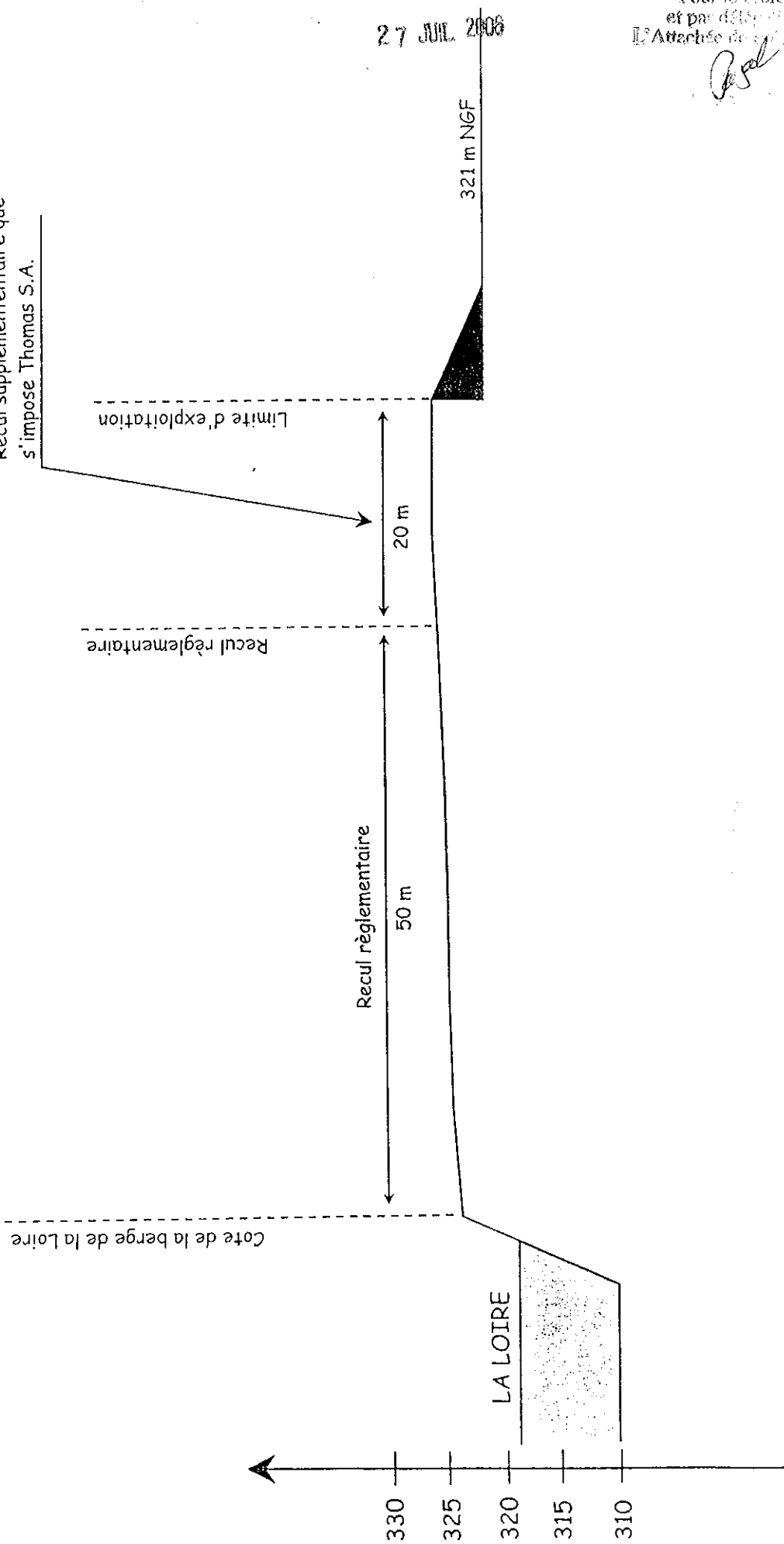
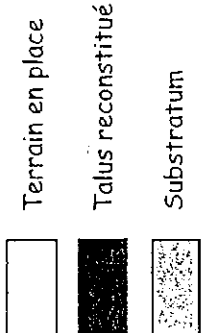
	S0 : Surface non exploitée
	S1 : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures et des surfaces défrichées
	S2 : Surface en chantier
	Linéaire de berge
	Surface en eau
	Surface réaménagée
	Limites de l'autorisation demandée
	Limites de l'exploitation demandée

THOMAS SA
Communes de CIVENS et de CLEPPE (42)

**COUPE TYPE
DES LIMITES D'EXPLOITATION**

Echelle : 1/500

C.E.M.



THOMAS S.A.
Commune de CIVENS (42)

PLAN TOPOGRAPHIQUE
DES LIMITES D'EXPLOITATION

Echelle : 1:10000

VU POUR ÊTRE VISE À L'ARTICLE
DE L'ARRÊTÉ DÉPARTÉMENTAL DE CE JOUR
ST-ETIENNE LE

27 JUIL. 1911

Pour le Préfet
et par délégation
L'Attachée de Préfecture

B. PAGAT

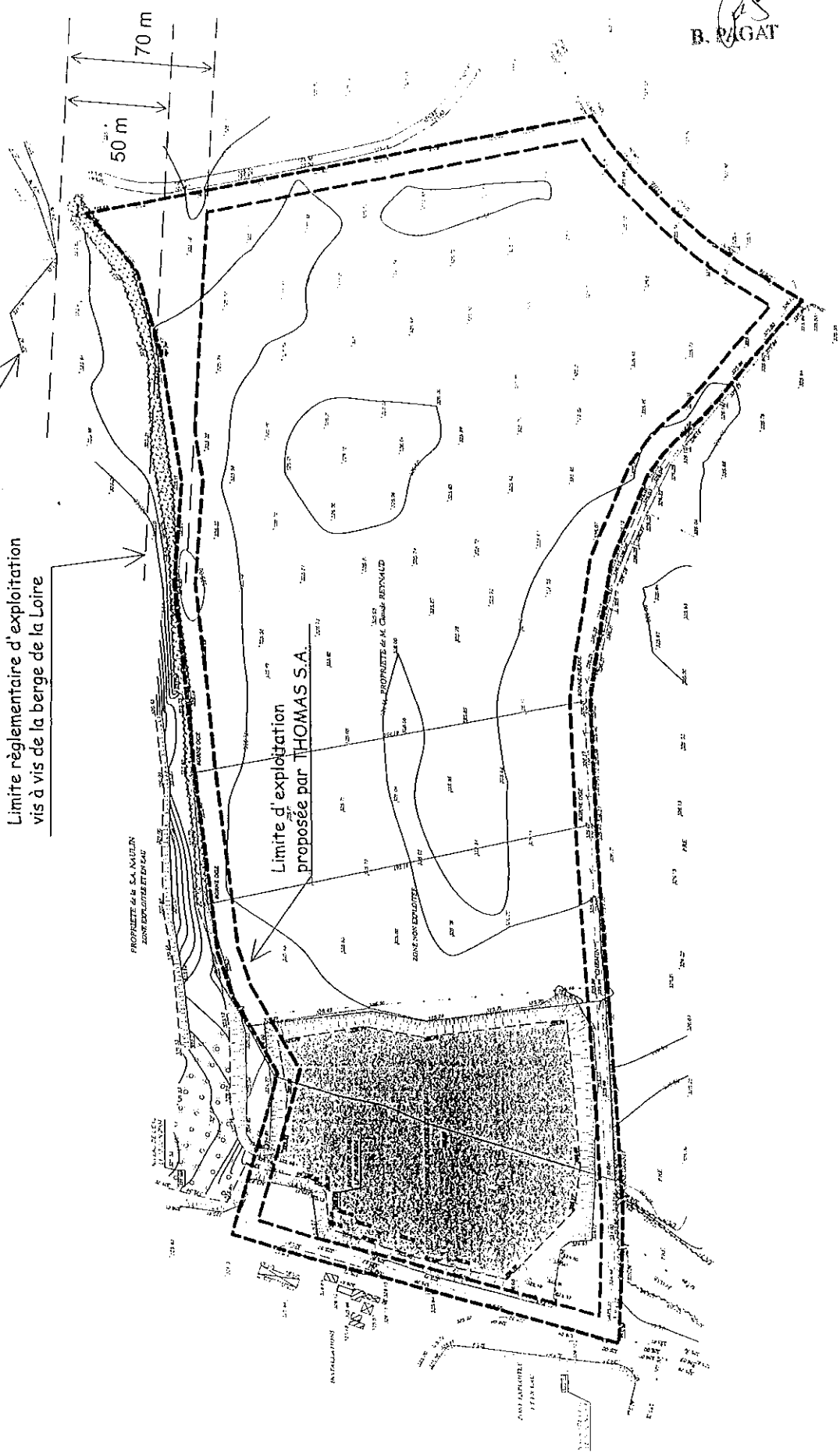
Levé topographique
des berges de la Loire

Limite réglementaire d'exploitation
vis à vis de la berge de la Loire

Limite d'exploitation
proposée par THOMAS S.A.

PROPRIÉTÉ DE SA NAUJON
ZONE D'EXPLOITATION

PROPRIÉTÉ DE M. CHAMP-REYNALD
ZONE D'EXPLOITATION



THOMAS SA

THOMAS SA
Communes de CIVENS et de CLEPPE (42)

27 JUIL 2008

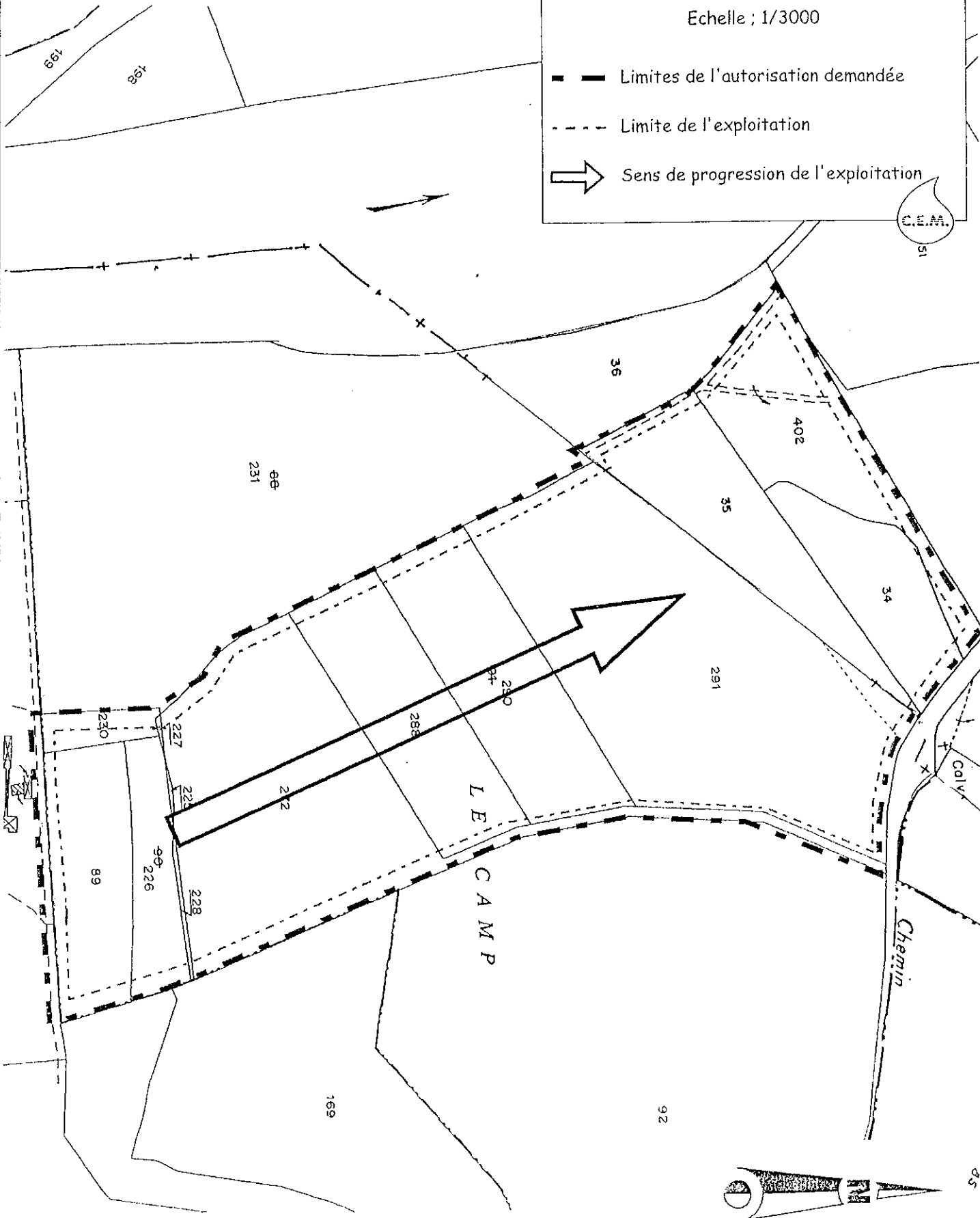
2008 le 27 JUIL
et par
L'Article 17 de la loi
du 12/03/2000
B. MAGNI

**PLAN DE PHASAGE GENERAL
DE L'EXPLOITATION**

Echelle : 1/3000

- Limites de l'autorisation demandée
- - - Limite de l'exploitation
- ➔ Sens de progression de l'exploitation

C.E.M.
51



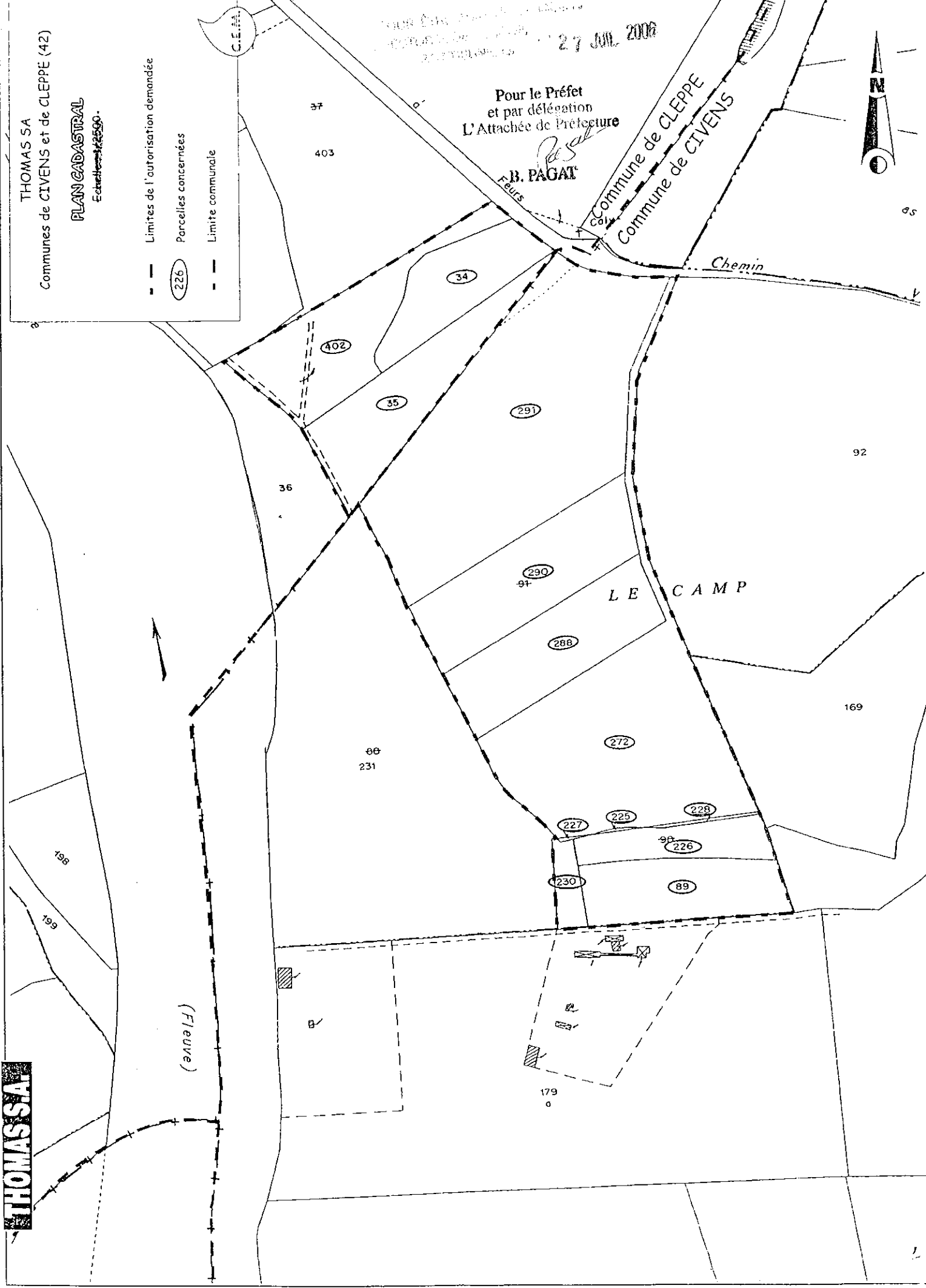
THOMAS SA
Communes de CIVENS et de CLEPPÉ (42)
PLAN CADASTRAL
Echelle 1:2500

- Limites de l'autorisation demandée
- (226) Parcelles concernées
- - - Limite communale

27 JUIN 2006

Pour le Préfet
et par délégation
L'Attachée de Préfecture

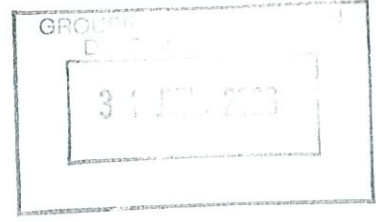
B. PAGAT



THOMAS SA

Gidie

Ampliation adressée à :



- Monsieur le Directeur de la S.A. THOMAS
« Aux Vincents »
42210 MONTROND LES BAINS

- Mme le Sous-Préfet de Montbrison

- Messieurs les Maires de :

- CIVENS
- CLEPPE

- M. le Directeur régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement

- M. le Directeur régional de l'Environnement

- M. le Directeur départemental de l'Equipement

- M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt

- M. le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

- M. le Chef du Service départemental de l'Architecture et du Patrimoine

- M. le Directeur régional des Affaires Culturelles

- Monsieur André LARGERON
Commissaire Enquêteur
5 rue des Mésanges
42610 SAINT-ROMAIN-LE-PUY

- Archives,

- Chrono.

Pour le Préfet
et par délégation
L'Attachée de Préfecture
B. Pagat
B. PAGAT